

**FEDERATION SYNDICALE ETUDIANTE**

***Solidarité Etudiante !***

**[www.luttes-etudiantes.com](http://www.luttes-etudiantes.com)**



## RETRAIT DU CPE : ET APRÈS ?

Le mouvement contre la Loi pour l'Egalité des Chances a abouti à une « grande victoire » qui n'a été en soit qu'un recul du gouvernement et non une avancée sociale comme cela aurait dû être le cas.

### Bilan du mouvement

La mobilisation portée par la jeunesse a été exceptionnelle : jusqu'à 7 semaines de blocage dans les universités (5 à Grenoble), des AG regroupant entre 4 000 et 6 000 personnes et des manifestations rassemblant 20 000 étudiants et lycéens à Grenoble. Cependant la disproportion entre l'ampleur de la mobilisation et les avancées obtenues met en lumière la politique de pourrissement des mouvements sociaux.



Cette politique du gouvernement s'illustre par plusieurs points :

- **les revendications allant au-delà du CPE n'ont pas été reléguées par les médias** et le mouvement qui est né d'un refus de la Loi pour l'Egalité des Chances s'est vu surnommer « mouvement anti-CPE ».
- **au niveau étudiant, les personnes présentes sur la scène médiatique n'avaient aucune légitimité et pourtant ces mêmes personnes ont été les interlocuteurs privilégiés du gouvernement.** De plus la coordination nationale, représentant toutes

les AG étudiantes de France, n'est apparue dans les médias qu'après un mois et demi d'existence et seulement en arrière-plan.

- **le mouvement a été étouffé par une répression morale et physique.** Tout d'abord, par le biais des présidents d'université ; les étudiants ont subi des pressions sur les questions pédagogiques, allant même jusqu'à l'incitation au déblocage. Ce dernier point témoigne d'une irresponsabilité complète étant donné les tensions existantes entre étudiants. De plus, le gouvernement n'a pas hésité à réprimer physiquement les manifestants après les avoir désignés aux yeux de l'opinion comme étant des casseurs. **Si le phénomène des casseurs a existé dans certaines villes, il était avant tout un prétexte à la répression policière dans toute la France.**

Les événements récents montrent tout comme les mouvements sociaux de ces dernières années l'absence totale de démocratie.

**Néanmoins, s'il ne faut pas se faire d'illusion sur les avancées sociales obtenues, il aura au moins permis de redonner confiance en les luttes collectives et de faire reculer le gouvernement.**

## Un problème global : les politiques néolibérales

Le mouvement contre la Loi pour l'Égalité des Chances n'est pas isolé. Il est la suite logique des récentes contestations sociales (problème des retraites, loi Fillon, intermittents du spectacle...) ainsi que de la crise des banlieues en automne 2005. **Toutes ces crises s'opposent à une même logique : casser les protections sociales et institutionnaliser la précarité pour appliquer l'idéologie néo-libérale. Le mouvement étudiant et la révolte des banlieues sont un même refus de l'avenir que l'on nous**

### **Qu'est ce que la loi pour l'Égalité des Chances ?**

La LEC qui instaurait le défunt CPE contient toujours entre autres choses :

- Le travail de nuit et le week end à partir de 15 ans (un retour au 19<sup>ème</sup> siècle !),
- L'apprentissage à 14 ans,
- Un contrat de responsabilité parentale qui criminalise les parents de jeunes en difficulté scolaire,
- Des exonérations de charges pour les entreprises.

propose.

Cette politique qui conduit à réduire les dépenses publiques est aussi responsable de la situation dans le service public d'éducation et dans les universités. Les coûts de mise en place des réformes récentes sont énormes (LMD, développement des échanges internationaux, informatisation...) alors que



les crédits alloués aux universités n'ont pas augmentés depuis 1995. Les universités en sont donc réduites à composer avec le manque de moyens et ce, au détriment des étudiants (hausse des prestations pédagogiques, fermetures de certaines filières et sites délocalisés, effectifs croissants en TD...). **Les universités sont déjà contraintes de se tourner vers les entreprises ce qui va engendrer une privatisation de l'éducation. Ceci pose le problème de l'adaptation des filières au bassin d'emploi local et non plus aux volontés des étudiants ainsi que la suppression des filières jugées « économiquement non rentables ».** Aujourd'hui, l'école qui devait être un ascenseur social devient une institution fixant dans la durée les inégalités. En effet l'accès aux études est de moins en moins possible aux classes populaires (frais d'inscriptions, coût des logements, transports...). **Seuls 5% des étudiants sont issus de foyers ouvriers.** Il apparaît évident que plus le milieu est défavorisé, plus les moyens mis en œuvre pour la réussite des élèves devraient être élevés. **Or aujourd'hui la priorité du gouvernement se tourne plus vers la répression que l'éducation.** Les zones d'éducation prioritaires (ZEP) sont en sursis.



Parallèlement à la situation de l'université, celle de l'étudiant se dégrade également ; 48% des étudiants sont obligés de se salarier au cours de l'année scolaire pour la financer. Ainsi la précarité étudiante s'accroît. Le statut de stagiaire bien souvent donné aux étudiants accentue cette réalité ; en effectuant le travail équivalent d'un salarié, le stagiaire touche rarement une indemnisation supérieure à 360 euros. Avec la Loi sur l'Égalité des Chances, le patron bénéficie d'une exonération fiscale de 100 euros par semaine et par stagiaire, dès lors que le stage excède trois semaines. En outre le

gouvernement ne peut prétendre avoir amélioré le statut du stagiaire et sous couvert de lutter contre le chômage, il remplace les travailleurs en CDI par des jeunes ne bénéficiant d'aucun statut valable.

**Cette situation, tout comme celle qui a motivé les récents mouvements sociaux, résulte d'une idéologie : le néo-libéralisme.** Aujourd'hui, l'espoir de sortir de cette crise est placé dans l'entreprise et non plus dans l'Etat. Ainsi, toute régulation qui limite la marge de manœuvre des entreprises est considérée comme néfaste et l'Etat n'est efficace que s'il est au service de celles-ci (contrats aidés, exonérations de charges patronales...). **Pourtant les problèmes actuels sont liés à l'absence de cadres sociaux protecteurs. Les services publics comme l'éducation ou la santé sont abandonnés (non remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans l'éducation nationale) et la redistribution qui**

devait permettre la suppression des inégalités est destinée aujourd'hui aux entreprises. Et pourtant, la France n'a jamais été aussi riche ; l'OCDE a produit en 2005 45 000 milliards de dollars, soit 20 000 euros par habitants. Les richesses existent donc bel et bien ; il ne s'agit que de répartition.

## Aujourd'hui luttons pour nos droits

La France est souvent désignée comme l'homme malade de l'Europe qui refuse la modernité. **Au contraire les différents mouvements sociaux reflètent une résistance à l'idéologie néo-libérale qui souligne que la France est encore animée d'une volonté populaire de prendre part au débat démocratique.**

En s'investissant dans le mouvement contre la Loi sur l'Égalité des Chances, les étudiants se sont emparés du débat en faisant entendre leur voix. C'est une preuve d'un engagement citoyen et une première pierre dans la construction d'une démocratie participative.

Nous appelons les étudiants, mais aussi l'ensemble des travailleurs à se mobiliser pour défendre leurs droits : l'éducation, l'accès à un emploi stable, au logement... **C'est tous ensemble que nous pourrons gagner contre le gouvernement et ses politiques néolibérales qui ne profitent qu'à une minorité privilégiée.**



## La FSE – Solidarité Etudiante revendique :

**Solidarité étudiante !**



- le retrait de la Loi pour l'Égalité des Chances ;
- l'abrogation du Contrat Nouvelle Embauche ;
- des stages rémunérés à la hauteur des diplômes obtenus ou supprimés ;
- le réengagement financier de l'Etat dans les services publics, en particulier dans l'éducation et l'augmentation des postes aux concours à hauteur des besoins.

Contact : [fse.grenoble@laposte.net](mailto:fse.grenoble@laposte.net)  
Internet : [www.lutttes-etudiantes.com](http://www.lutttes-etudiantes.com)